



**Texte de soutien de la Grève pour l'Avenir – Genève
à la Manifestation du samedi 23 mars 2024 pour le Droit au logement**

Le domaine bâti est reconnu comme un secteur essentiel de la lutte contre le dérèglement climatique par les autorités. Il consomme actuellement environ 40% de l'énergie et génère presque un tiers des émissions de CO₂ en Suisse¹, notamment en raison de l'isolation inadéquate des bâtiments et de l'utilisation d'énergies fossiles pour le chauffage. Mais, en réalité, la responsabilité des acteurs de l'immobilier dans la catastrophe climatique est bien pire : les profits immenses générés par les loyers abusifs – combien d'immeubles ont été remboursés plusieurs fois ! - alimentent des fonds investis mondialement dans des projets détruisant la planète et violant les droits humains.

Il n'est plus question de tergiverser : les mises aux normes des passoires thermiques doivent être à la charge des propriétaires, sans augmentation des loyers! De plus, elles doivent être réalisées immédiatement, pour limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) et éviter l'envol des factures de chauffage.

Il est primordial d'instaurer une gestion démocratique de tous les logements. Pourquoi les habitant·e·s n'auraient-ils pas leur mot à dire sur leur lieu de vie ? Dans le système actuel, comme nous payons les loyers et les charges, ne devrions-nous pas avoir un pouvoir décisionnel ? Comment est-il possible qu'on puisse encore nous imposer de nous chauffer aux énergies fossiles, qu'on paie en plus au prix fort ? Et pour quelles raisons valables continuer à payer des loyers aussi chers ?

Il est donc essentiel de sortir un maximum d'immeubles de la logique prédatrice du capitalisme : il est temps d'arrêter de gaver un système parasitaire que nous voulons renverser.

Les crises actuelles et à venir risquent de provoquer davantage de « chacun pour soi », affaiblissant nos capacités de résistance et désignant « l'autre », celui qui est plus mal logé que nous, comme notre concurrent. Il nous revient de montrer que ces crises ne sont pas une fatalité, qu'il y a un mécanisme et des forces en action et que ce n'est qu'unie que nous pourrions agir. Prenons le contrôle sur nos logements et engageons un rapport de force majeur ; ce n'est que collectivement et massivement que nous pourrions avancer vers davantage de justice climatique et sociale.

Mobilisons-nous dans la rue le 23 mars pour des logements à la fois dignes pour toutes, respectueux de l'environnement et arrachés à ce système qui détruit nos vies !

Organisons-nous, dans nos immeubles, dans nos quartiers, avec tous nos collectifs et associations, et avec la Grève pour l'Avenir, pour une prise en main réellement démocratique des logements !

<https://grevepourlavienir.ch/>

¹<https://www.bfe.admin.ch/bfe/fr/home/efficacite/batiments.html>